

I. PROGRAMMATION

LA PRODUCTION POLITIQUE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Notre équipe interdisciplinaire, qui forme le noyau du Centre de recherche sur les politiques et le développement social (CPDS – www.cpbs.umontreal.ca), travaille sur les liens et les interactions entre le politique et le développement social, dans une perspective comparée et à plusieurs niveaux. La comparaison s'établit entre le Canada, le Québec et les pays européens. À l'ère de la mondialisation, qui touche tout autant la circulation des personnes que des biens et services, il est impossible de comprendre ces liens et interactions dans une perspective uniquement nationale. C'est pourquoi nous prenons en compte les actions politiques et le développement social, tout aussi bien au plan infranational qu'au plan supranational (Union européenne) et international (organismes transnationaux).

Les financements accordés par les organismes de recherche québécois, canadiens et européens, depuis plusieurs années (voire quelques décennies), nous ont permis de réunir à l'Université de Montréal une masse critique de chercheurs en ces matières ; ce groupe est reconnu internationalement pour ses travaux et ses expertises. Ces travaux relèvent aussi bien de recherches fondamentales, de recherches appliquées que de recherches de terrain. La programmation de recherche exposée dans cette demande prend assise sur ces acquis. Elle fournit aussi l'occasion d'approfondir notre réflexion autour de nos axes de recherche et d'intégrer les contributions de deux jeunes chercheurs qui se joignent à l'équipe.

Problématique d'ensemble

Le développement social est défini ici comme « l'ensemble des processus d'amélioration des conditions de vie et des potentiels individuels et collectifs » (voir Bernard, *et al.*, 2002). Ce qui nous distingue, en tant qu'équipe de recherche, tient à notre façon d'analyser cet objet de recherche. Nous nous intéressons à « la production politique » du développement social. Nous ne limitons le sens de cette production politique ni aux politiques sociales ni à l'État ou aux organismes publics. Dans cette perspective, le développement social est certes conditionné par les politiques publiques, mais il dépend tout aussi bien des processus économiques généraux (comme la mondialisation ou l'immigration) et sociaux (changements démographiques et familiaux), des structures de gouvernance (publique, privé et communautaire) et des acteurs sociaux. La cohésion de notre équipe tient aussi à une préoccupation théorique commune où l'accent est mis sur l'importance des dynamiques de construction politique et sociale de la réalité dans la détermination des cadres et des pratiques légitimes à un instant donné. La programmation de recherche respecte ce parti pris analytique.

Le thème de la « production politique du développement social » rassemble et oriente les travaux et le programme d'activités des membres du CPDS, que nous situons à l'intérieur de deux axes de recherche. Les travaux menés dans le cadre du *premier axe* sont organisés autour de trois pôles, conçus en termes de réponses aux nouveaux risques sociaux : la famille, et en particulier l'enfance et les rapports intergénérationnels ; l'inclusion sociale, en particulier dans sa relation à la sphère du travail ; et la santé, surtout par rapport à l'accès à la santé. Les politiques publiques qui concernent ces pôles peuvent être porteuses de développement social au sens où elles transforment les conditions de vie des individus et des familles, elles leur permettent (ou empêchent) un développement de leurs potentiels, elles favorisent ou non le développement et la mobilisation des forces communautaires. Si d'autres forces sont également à l'œuvre — notamment aux plans de la démographie et de l'économie — l'action de l'État laisse une marque importante sur les conditions de vie, comme le laisse clairement voir nos recherches comparatives.

Les processus de cette production politique sont complexes, et méritent leurs propres analyses. C'est pourquoi notre programmation comporte un deuxième axe de recherche, qui met en relief une signification différente de l'expression « production politique du développement social ». Cet axe prête davantage

attention aux processus parfois conflictuels du développement social et qui peuvent être organisés avec ou sans l'État. Nous avons étudié et continuons à cerner les modes institutionnalisés de gouvernance impliqués dans le développement social. Mais dans un contexte où l'érosion de la confiance des citoyens à l'endroit des institutions mine la légitimité et la crédibilité des pratiques antérieures, de nouvelles façons de produire le développement social – conçues comme à distance des autorités politiques – voient le jour. Celles-ci peuvent aussi engendrer une « résistance » à l'action publique, se traduisant par des débats autour de la légitimité des politiques et de l'intervention étatique. Tous ces débats de société résultent en négociations et en collaborations, mais aussi en conflits et en volonté d'établir des actions autonomes.

En somme, « *les politiques* », au sens d'actions publiques, produisent et façonnent le développement social. De son côté, « *le politique* », comme activité marquée par les débats des projets de sociétés, les conflits et la coopération, remet en question le sens que devrait prendre le développement social. La production politique du développement social correspond à des interactions complexes entre le politique et les politiques, des interactions qui sont au cœur de nos recherches.

Mise en contexte

Au cours de la dernière décennie, la conceptualisation des liens entre le politique et le développement social a changé et ce, aussi bien du côté des décideurs que des chercheurs. Des chercheurs, dont les membres de notre équipe, se sont signalés en soulignant l'émergence des « nouveaux risques sociaux » (Esping-Andersen *et al.* 2002; Bonoli 2005; Jenson 2004; Taylor-Gooby 2004; Jenson et Saint-Martin, 2006 ; Boismenu, à paraître 2008). Les nouveaux risques sociaux résultent des disparités de revenus et de services. En comparaison avec le marché du travail de l'ère industrielle, on constate une diminution significative des emplois bien payés et traditionnellement masculins et, en revanche, une croissance des emplois dans les services, souvent précaires et mal rémunérés ainsi que la croissance du taux d'activité féminin (Jenson 2006; Boismenu, à paraître 2007). Socialement, l'unité familiale subit des transformations majeures : elle est de plus en plus de petite taille et souvent monoparentale. Au plan démographique, le taux de fécondité diminue et l'espérance de vie s'allonge. De telles transformations du marché du travail, ainsi que de la famille et de la démographie constituent des défis majeurs pour les dispositifs et cadres institutionnels de services sociaux et de sécurité du revenu. Par exemple, la participation accrue des femmes au marché du travail et la hausse du nombre de familles monoparentales signifient, d'une part, une réduction, pour les femmes, du temps disponible pour prendre soin de la famille et la perte du revenu de l'homme pourvoyeur. Il s'agit d'une manifestation particulière d'un phénomène plus large qui caractérise la société postindustrielle : la bipolarisation de la structure des revenus qui se traduit, à un bout du spectre, par l'accroissement de la proportion des faibles revenus et « travailleurs pauvres », particulièrement parmi les jeunes familles, qu'elles soient monoparentales ou vivant en couple. Les orientations, interventions et retombées des la production politique du développement social ont changé en conséquence.

Nous assistons également aux mutations des formes et pratiques de la représentation politique, avec des conséquences importantes pour la production politique du développement social. En premier lieu, il y a des nouvelles pratiques de participation citoyenne et le renouvellement des pratiques de la démocratie. Certains font état de « l'impératif délibératif » des sociétés politiques contemporaines (Blondiaux et Sintomer, 2002) et d'autres insistent sur la nécessité de trouver des mécanismes institutionnels permettant une amélioration du fonctionnement et des pratiques de la démocratie représentative, surtout pour renforcer les rapports de confiance et de légitimité entre les citoyens et ses institutions (Saint-Martin et Thompson, 2006). Il y a aussi, dans nombreux pays et à plusieurs niveaux – du local au supranational – une mise en place de partenariats. Il s'agit d'une forme de participation qui ouvre une nouvelle voie à la participation des citoyens et leurs groupes, mais souvent accompagnée des questionnements sur les coûts et les retombées pour les acteurs sociaux et leur autonomie. En troisième lieu les actions brouillent les frontières traditionnelles de l'action pour le développement social. Actives des fois à plusieurs échelles (locale, nationale, mondiale) les acteurs

lient leurs revendications et leurs propositions pour le développement social à des réalités qui dépassent les frontières de l'État (Tarrow, 2005).

Axe I – Risques sociaux et défis politiques : orientations, interventions, retombées

Les chercheurs de notre équipe ont beaucoup contribué à l'appréciation de ces mutations majeures. Depuis plusieurs années, par leurs travaux empiriques et par leurs comparaisons, les chercheurs du CPDS ont suivi de près l'émergence d'une nouvelle architecture de la protection sociale et les rapports de pouvoir politique et social qui sous-tendent l'État social en transformation. Nos recherches montrent clairement que les nouveaux risques, une fois identifiés et thématiques politiquement, sont à l'origine d'une demande d'« investissement social ». On connaît un changement de paradigme politique, en passant des mesures et dépenses (dites) passives de protection sociale et d'emploi vers un « investissement », qui doit entretenir une société et une citoyenneté actives, notamment par des dépenses dans le capital humain (dès la petite enfance), dans la formation continue — faisant en sorte que potentiellement tout adulte trouvera et gardera son emploi —, et dans des formes de flexisécurité.

Les membres de l'équipe participent à l'identification et à la qualification des directions du changement, toujours dans une perspective comparative et avec attention aux influences qui traversent plusieurs niveaux politiques (Dufour 2002; Saint-Martin 2002; Dufour *et al.* à paraître 2007). Boismenu (subvention CRSH) procède à l'analyse comparée des déterminants de la transformation de la protection sociale dans cinq pays européens, selon une perspective multifactorielle. Les membres de l'équipe sont très actifs dans les recherches qui focalisent sur le rôle joué par les organisations supranationales et internationales dans le développement social (Jenson et Saint-Martin 2006; Jenson et Pochet, 2006). Les étroites relations entre l'Institut d'études européennes (désormais le Centre d'excellence sur l'Union européenne) et le CPDS permettent à l'expertise acquise sur l'approche de gouvernance à niveaux multiples en Europe d'inspirer les travaux menés sur la compréhension du fédéralisme canadien (Dufour et Boismenu, 2006a; Jenson, Marques-Pereira et Remacle 2007). Cette perspective transatlantique constitue l'une des forces marquantes de notre équipe, et continue de faire l'objet de plusieurs recherches, dont celles de Jenson (2007b; 2007c) sur la diffusion de nouvelles perspectives et sur le rôle joué par les organismes internationaux et celles de Boismenu (2006b) et Montpetit (2007) sur le nouveau mode de gestion publique dans l'organisation des relations intergouvernementales.

Nombreuses sont les recherches qui abordent en détails des conséquences de ce changement de paradigme pour les populations différentes. Bernard et Jenson (avec M-F Raynault et R. Rose) ont entrepris (Action concertée – FQRSC) des travaux comparatifs internationaux et interprovinciaux sur la situation de pauvreté des familles monoparentales et sur la contribution relative des sources de bien-être (État, marché du travail, famille et communauté) à la reproduction et à la transformation de cette situation au cours des deux dernières décennies. Pour leur part, Boismenu, Dufour et White (Action concertée – FQRSC) se consacrent à l'étude des paramètres permettant de saisir la différenciation de la pauvreté et de l'exclusion sociale au Canada et dans quatre pays européens, en mettant l'accent sur le rôle de l'intervention publique, afin de dégager des orientations pertinentes pour les politiques québécoises. Là où l'« activation » est l'idée phare du paradigme, l'impact sur la santé et le bien-être des catégories les plus vulnérables de la population des politiques d'activation est un objet de recherche incontournable. Ceux qui étaient considérés avec légitimité « à l'abri » du marché du travail — tels les personnes handicapées ou ayant des problèmes de santé mentale, les populations plus âgées et les réfugiés — se trouvent aujourd'hui invités, sinon incités, à s'y intégrer. Mais la question se pose : les sociétés créent-elles les conditions pour que ces efforts mènent à l'amélioration et non à la dégradation du bien-être de ces populations ? White, Dufour et Saint-Martin tenteront de répondre à cette question dans un projet de recherche récemment soumis au FQRSC dans le cadre de son programme d'actions concertées.

Une comparaison de six pays d'Amérique du Nord et d'Europe (Dufour, Boismenu et Noël, 2003) montre que les mesures d'activation se généralisaient, même si les logiques de mise en œuvre demeuraient distinctes. Ainsi, Bernard et Boucher (2007) viennent de publier une analyse des différences entre les États qui favorisent l'activité dans le marché du travail au moyen d'investissements sociaux et ceux qui emploient principalement des mécanismes d'aide conditionnelle (*workfare*); avec A. van den Berg (McGill) ils poursuivent des comparaisons entre pays développés et entre provinces canadiennes sur l'activation de diverses catégories de population. Bernard réalise (dans le cadre d'une entente avec Ressources humaines et développement social Canada) des travaux comparatifs sur la flexisécurité (protection de l'emploi, appui dynamique aux travailleurs à travers des programmes de soutien au revenu et de formation). Les politiques de la petite enfance servent également comme objet clef pour saisir ces différences de logiques au sein de la perspective d'investissement social (Beauvais et Dufour, 2003; Jenson, 2004). Jenson poursuivra ses recherches sur la petite enfance dans le cadre de sa Chaire de recherche de Canada et Bernier (soumission pour action concertée du FQRSC avec M-F Raynault et L. Potvin) entreprend une étude des modalités de garde des enfants de 0-4 ans et leurs influences sur la santé et le développement des enfants, le revenu des parents et leur propension à retourner au marché du travail.

Ces études nous rappellent que le secteur de la santé n'a pas échappé au paradigme de l'investissement social observé et analysé par l'équipe. Dans ses réalisations Montpetit a insisté depuis longtemps sur les risques et les conséquences politiques des différents choix qui se présentent aux gouvernants en matière de technologies de la santé (Montpetit et al. 2005). L'intérêt accru pour les « nouveaux risques sociaux » et l'« investissement social » se manifeste aussi par une attention soutenue pour une logique préventive plutôt que curative, l'action publique sur les « déterminants sociaux de la santé », et l'assurance d'un accès égalitaire à la santé plutôt que, simplement, un accès égalitaire aux services de santé (Bernier, 2007; 2006; Bernard et Raynault, 2004 ; Mhatre et Deber 1992 ; Freeman 1995; Ziglio, Hagard et al. 2000; Kickbusch 2003; FEMC, 1998). Dans cette perspective, Bernier réalise (financement du CRSH) une étude des approches de promotion de la santé, au Canada, en Angleterre et en Suède depuis 1995, en relation avec l'ensemble des politiques nationales de protection socio-sanitaire.

Dans ce premier axe de notre programmation de recherche, le développement social est directement lié à la décision publique et aux retombées des politiques. Cependant, ces décisions et actions sont le terrain de nombreux débats et le produit de processus de collaboration mais aussi de conflit entre les acteurs impliqués.

Axe II – Processus de développement social : coordination, conflit, légitimité

Si les politiques publiques et l'État façonnent de façon incontournable le développement social, elles ne fonctionnent pas en vase clos. Le développement social – ses buts et ses conséquences ainsi que les interventions pour le promouvoir – constitue un objet politique en soi, et les débats autour de cet objet passent par la représentation politique dans toutes ses formes. Des projets de société, composés de visions utopiques et des intérêts différents, s'y confrontent. Plusieurs acteurs, sociaux comme économiques et étatiques, se confrontent autour non seulement du contenu du développement social mais également des rapports politiques et sociaux qui doivent le soutenir et le faire avancer. Ce deuxième axe de la programmation de recherche vise à mettre à jour et comprendre les processus qui permettent aux acteurs d'exprimer leurs objectifs par rapport au développement social, de les mettre en débat et éventuellement de les réconcilier. Nos recherches sur la production politique du développement social identifient deux enjeux clés : la forme des rapports entre l'État et les groupes sociaux ; et l'autonomie possible pour l'action sociale.

Une voie classique qui s'ouvre à la représentation politique est l'organisation des intérêts au sein de la société civile qui exerce des pressions sur l'État, ce qu'on nomme généralement les pratiques de *lobbying* (Montpetit 2002). Après des études approfondies de ces pratiques (Montpetit, 2004; Saint-Martin, 2004) Montpetit et Saint-Martin prévoient lancer une recherche sur les règles régissant le lobbying que se sont données plusieurs États occidentaux. Comme les règles d'éthique qui s'appliquent aux parlements et aux administrations

publiques, les règles en matière de lobbying servent de mécanismes de coordination cognitive. Cependant, elles sont confrontées à un défi particulier lié à l'évolution des formes de l'action publique, désormais plus diffuse et fluide, organisée en réseaux et davantage axée sur les partenariats entre acteurs dont les statuts multiples brouillent — comme l'implique la notion de « gouvernance » — les frontières entre société, État et marché (Saint-Martin, 2005a). Martial Foucault, nouvellement arrivé à l'Université de Montréal, étudie la proportionnalité entre les actions publiques et la sévérité des problèmes sociaux. Cette problématique est proche de celle qui intéresse Saint-Martin et Montpetit, qui prévoient collaborer étroitement avec Foucault sur l'action des groupes d'intérêt comme source de distorsion de la proportionnalité de l'action publique.

La capacité des réseaux de politiques publiques – composés de décideurs, militants et experts – à promouvoir le développement social dépend largement du degré de confiance qui existe entre les acteurs et entre ceux-ci et les citoyens. Un niveau de confiance élevé encourage des délibérations au sein des réseaux susceptibles d'engendrer des apprentissages, qui transcendent les visions des acteurs pris individuellement. En l'absence de confiance dans un réseau, les rapports entre acteurs risquent de prendre la forme d'un marchandage moins susceptible de conduire à des politiques innovatrices qu'à des ententes distributives (Leach et Sabatier 2005 ; Scharpf 1997).

Ce phénomène, où les acteurs collectifs s'unissent en réseau et travaillent ensemble pour accroître leur capacité à concevoir des alternatives de politiques publiques innovatrices, est visible dans plusieurs pays et a été l'objet de travaux de membres de notre équipe (Montpetit 2003; 2007; Dufour 2007; Saint-Martin et Dobrowolsky 2005). L'adoption de la Loi 112 de Lutte contre la pauvreté et l'exclusion, adoptée au Québec en 2002 et quasi-unique à l'échelle des pays d'Amérique du Nord, a largement bénéficié de l'impulsion des acteurs sociaux, regroupés sous le Collectif pour un Québec sans pauvreté (Dufour 2003). Les rapports complexes et développés sur 10 ans par ce collectif nous fournissent un bon exemple de la capacité d'innovation augmentée par une mise en réseau. Pour les années qui viennent, Montpetit et Dufour comptent poursuivre leurs recherches sur les conditions qui permettent aux réseaux de concevoir des idées et des pratiques innovatrices de politiques publiques, et éventuellement les faire passer par les institutions formelles de la représentation politique.

La confiance est aussi au centre d'autres dimensions des rapports entre l'État et les citoyens, et ici aussi les conséquences pour la production politique du développement social sont importantes. Commenant cette fois par « le haut », les travaux de plusieurs membres de notre équipe ont démontré le rôle clé des acteurs étatiques dans le déploiement des réseaux de politiques publiques (Jenson et Phillips 1996 ; Jenson and Dobrowolsky 2005; Saint-Martin 2001; Montpetit 2003 ; Dufour 2007). Pourtant, la suspicion à l'endroit des gouvernements, combinée à l'influence du néo-libéralisme, a favorisé le laisser-faire et l'affaiblissement des capacités d'action. C'est dans ce contexte que se multiplient les règles d'éthique et les initiatives liées à l'imputabilité et à la reddition des comptes dans les parlements et les administrations publiques dont l'objectif est de raffermir le lien de confiance avec le public et la légitimité des institutions (Saint-Martin et Tompson 2006). L'importance croissante accordée à ces mesures répond à l'hétérogénéité des acteurs, de même que la complexité croissante des enjeux du développement social et leur densité technique qui nécessitent la prise en compte de savoirs relevant d'« univers de sens » de plus en plus diversifiés (Saint-Martin 2005a). En réduisant l'incertitude, ces dispositifs peuvent aussi faciliter la prise « d'engagements crédibles », une problématique que Saint-Martin entend approfondir dans ses recherches (financées par le CRSH).

Le développement social est maintenant lié à des réalités qui dépassent les frontières de l'État nation ; nos recherches démontrent la réalité de ce constat. Plusieurs membres ont étudié comment dans certains cas et certaines situations les politiques au niveau local ou national sont le résultat de conflits qui impliquent des réseaux sociaux transnationaux et des institutions internationales (Dufour, 2006; Montpetit et al. 2007; Jenson, 2007c). Le Québec s'avère un laboratoire social de premier ordre pour examiner les dynamiques sociales et politiques qui prévalent actuellement. Son histoire particulièrement effervescente, sur le plan de

l'engagement de la société civile dans le développement social, a été largement documentée par certains chercheurs de notre équipe, appuyés par des études comparatives avec le reste du Canada (White 2004 ; Montpetit 2007) et des pays européens tels l'Angleterre et la France (White 2005). Dans la foulée des pratiques contemporaines de gouvernance, les nouveaux partenariats locaux, intersectoriels, avec des petits organismes de base offrant, par exemple, des services de proximité, se présentent comme une voie significative du développement social au Québec.

Or la mise en œuvre de tels partenariats locaux soulève des questions épineuses, allant de l'équité régionale (difficile à atteindre dans un contexte de décentralisation poussée) à l'instrumentalisation des initiatives sociales par l'État. Si la *Politique québécoise de reconnaissance et de soutien à l'action communautaire* accorde, au plan du discours, la priorité à l'autonomie des groupes, sa mise en œuvre par l'État et des organismes publics, a suscité d'importants débats politiques. C'est ce que révèle une évaluation, réalisée dans le cadre d'un programme d'action concertée du FQRSC, auquel plusieurs membres de notre équipe ont participé. Deena White est responsable de l'équipe qui mène cette évaluation, alors que Dufour, Montpetit et Boismenu en font partie. Cette évaluation a largement contribué à accroître nos connaissances de la sphère de l'action sociale et, en particulier, de la définition des acteurs sociaux de leur rapport à l'État dans l'avancement du développement social. La *Politique québécoise de reconnaissance et de soutien à l'action communautaire* représente un des instruments novateur pour coordonner de façon intersectorielle les interventions étatiques et non-étatiques dans le domaine du développement social. Pour plusieurs acteurs étatiques, l'autonomie d'action exigée par certains groupes communautaires menace la capacité de l'État de maintenir son contrôle sur la définition et les moyens du développement social. La question de la légitimité des uns et des autres est l'objet de virulents débats au sein de la sphère publique. Afin de pousser plus loin cette analyse des transformations des relations entre acteurs étatiques et sociaux, parfois partenaires, parfois compétiteurs en matière de développement social, White et Dufour, en collaboration avec F. Garon (Glendon College, l'Université York) préparent une recherche comparative de trois provinces canadiennes (Colombie-Britannique, Ontario et Québec).

En résumé, notre programmation de recherche pour les quatre années à venir s'appuie sur un vaste bagage de connaissances sur le développement social que nous avons contribué à produire. Cette programmation promet d'approfondir ces connaissances en mettant l'accent sur les rapports politiques que suscite et qui préside au développement social. Ces rapports politiques seront révélés grâce à l'étude de politiques publiques visant à minimiser les nouveaux risques sociaux auxquels sont confrontés les familles et les citoyens en situation de vulnérabilité. Ils seront révélés aussi dans nos analyses de la production politique du développement social à l'intérieur de réseaux qui lient les organisations gouvernementales et les groupes sociaux et à l'intérieur de la sphère publique.

II. COMPÉTENCE

L'équipe est sous la direction de Éric Montpetit, également directeur du CPDS. Chercheur établi et reconnu en politique et administration publique comparée, il est nettement engagé dans la recherche subventionnée (à titre individuel ou de responsable d'équipe) et contribue à la formation de jeunes chercheurs, notamment au doctorat. Il publie des livres chez des éditeurs universitaires renommés (Lexington, UBC) et des articles dans les meilleures revues de son domaine (l'administration et politiques publiques) et de sa discipline (la science politique) ; pensons à : *Journal of Public Policy, Policy Sciences, Public Administration, Journal of European Public Policy, Comparative Political Studies, European Journal of Political Research, World Politics, Revue canadienne de science politique*. Éric Montpetit jouit d'un solide réseau de recherche à l'étranger qui est à l'origine de collaborations fructueuses avec de nouveaux partenaires. Il dirige l'équipe depuis deux ans.

L'équipe du CPDS se distingue par la très grande qualité professionnelle de ses membres, par la complémentarité des expertises réunies, par la continuité dans les collaborations et par son équilibre intergénérationnel.

1. Les membres de l'équipe sont tous des chercheurs engagés dans une carrière qui suit un parcours sans faille, quel que soit le degré d'avancement de cette carrière. Tous sont à l'avant-plan de la recherche sur les politiques et le développement social, et très bien insérés dans des réseaux scientifiques québécois, canadiens et internationaux. Ces qualités sont reconnues par les organismes subventionnaires et par les institutions universitaires. L'importance relative de l'équipe permet de créer un noyau d'expertise sur les politiques et le développement social et de constituer un milieu de formation attrayant et dynamique. Tous allient recherches subventionnées, fort volume de publications, rayonnement international de leurs travaux et responsabilités ou mandats dans des projets majeurs (Chaire de recherche du Canada, direction de programmes de formation, Centre d'excellence sur l'Union européenne, chercheurs principaux de projets de la Fondation canadienne pour l'innovation, etc.). Pour la plupart, ils sont également impliqués dans les milieux de pratique et auprès des gouvernements et des instituts de recherche.

2. La programmation de recherche sur la Production politique du développement social n'est possible — et n'a pu être pensée — qu'en raison de la complémentarité des expertises et des objets de recherche retenus. De là une combinaison extraordinaire de l'analyse des politiques publiques, des réseaux de politiques, de la gestion de l'interface de l'état et de la demande sociale, des inégalités sociales face à l'accès et à l'organisation des services, des nouveaux enjeux du milieu communautaire, des mouvements sociaux, de la légitimité des politiques, de la régulation de l'éthique en politique. En termes de méthodes, une interaction soutenue est entretenue entre les analyses statistiques, analyses quantitatives formelles, analyses qualitatives associant diverses méthodes d'observation (entrevues semi-directives ; observation participante, recherche évaluative et formative). Tous les chercheurs de l'équipe font de l'analyse comparée, soit entre pays (Europe/Amérique du Nord), soit à l'intérieur d'un même pays, en particulier le Canada.

3. L'équipe réunit des chercheurs de l'Université de Montréal qui mènent des recherches en collaboration depuis plusieurs années. On peut noter — dans le cadre de subventions récentes — que P. Bernard, J. Jenson, D. White, P. Dufour et D. Saint-Martin ont participé à une importante recherche sur la cohésion sociale. G. Boismenu et P. Dufour ont mené une étude comparative des dispositifs de contrepartie dans l'aide sociale ; ils sont actuellement engagés, avec D. White, dans une analyse sur la pauvreté et l'exclusion sociale. Ces trois chercheurs, associés à Éric Montpetit, effectuent actuellement une évaluation de la « politique d'action communautaire » du Québec. N. Bernier, qui a rédigé sa thèse sous la direction de G. Boismenu (et dont le livre a été honoré d'un prix), travaille depuis 2001 à la Faculté de médecine, a développé une programmation de recherche en analyse comparée des politiques sanitaires et collabore à la Chaire de recherche du Canada de J. Jenson. Cette dernière, qui a développé avec D. Saint-Martin le concept d'investissement social, met en route une recherche avec P. Bernard sur « pauvreté et monoparentalité ». Avec l'appui de la Commission européenne, G. Boismenu, J. Jenson, E. Montpetit, M. Foucault ont organisé un forum international sur l'iniquité intergénérationnelle et les enjeux sociaux. Ces deux derniers chercheurs, depuis le recrutement de Martial en 2006, ont entrepris une collaboration à la confluence de la gestion publique et de l'économie politique. Tous les chercheurs sont également des collaborateurs au Centre d'excellence sur l'Union européenne, soutenu par la Commission européenne. La cohésion qui se dégage de ces collaborations croisées, se retrouve à l'intérieur de chaque axe de recherche et traverse également ceux-ci.

4. L'équipe est composée de 9 chercheurs : 4 chercheurs seniors, 2 chercheurs établis et 3 jeunes chercheurs. Les chercheurs seniors (P. Bernard, G. Boismenu, J. Jenson et D. White) sont des chercheurs établis (science politique et sociologie), et ont à leur actif des directions de centres de recherche majeurs. D. Saint-Martin, spécialiste reconnu en administration publique, est expert des milieux politiques fédéraux, et il assure un lien avec les milieux de pratique que l'équipe développe. É. Montpetit a un parcours comparable ; l'un et l'autre sont en flèche dans leur carrière. P. Dufour et M. Foucault, jeunes professeurs du Département de science politique, et Nicole Bernier, chercheure-boursière du FRSQ du Département de médecine sociale et préventive de l'Université de Montréal, ont intégré l'équipe du CPDS ces dernières années. P. Dufour qui s'investit en recherche fondamentale et appliquée du milieu communautaire, anime la vie scientifique de

l'équipe. M Foucault est un spécialiste de l'économie politique et des politiques budgétaires ; il apporte à l'équipe l'expertise dans l'analyse formelle des politiques publiques de développement social. Nicole Bernier contribue — avec ses nombreux réseaux de recherche en santé — à notre déploiement thématique vers la santé des populations, l'un des objets d'analyse que plusieurs membres de l'équipe comptent privilégier. Quatre champs disciplinaires sont représentés : la science politique, la sociologie, l'économie politique et le champ de la santé. Cette complémentarité disciplinaire est exemplaire eu égard à notre objet d'étude et à notre thématique de recherche.

III. FORMATION À LA RECHERCHE

Notre équipe de recherche constitue un milieu de formation privilégié pour les étudiants qui travaillent sur les politiques et le développement social puisqu'elle intègre ceux-ci à un réseau important et diversifié de chercheurs, qui collaborent étroitement avec différents milieux de pratique et s'insèrent activement dans des réseaux canadiens et internationaux. Nos étudiants disposent tous de bourses d'études et-ou de postes d'assistants qui leur permettent d'acquérir une expérience pertinente tout en s'assurant un revenu d'appoint. À titre d'assistants de recherche, plusieurs sont également devenus des collaborateurs actifs, voir des co-auteurs.

Depuis 2004, les membres de l'équipe ont supervisé les travaux de plus de 25 étudiants de maîtrise et 18 étudiants de doctorats ainsi que 3 post-doctorats. Dans les années qui viennent, le nombre d'étudiants aux deux cycles va augmenter. Sur neuf membres, en effet, l'équipe compte trois professeurs adjoints, dont un qui vient d'entrer en poste (Dufour, Foucault et Bernier). Ces membres commencent à peine à superviser des étudiants et ils vont inévitablement accroître leur rôle à ce titre d'ici quelques années.

Pour l'ensemble de ces étudiants aux cycles supérieurs, le CPDS est un centre de formation académique de premier choix. Les étudiants sont étroitement intégrés aux travaux du CPDS et aux événements du Centre comme les colloques, les ateliers, les séminaires et les conférences. Cette fréquentation régulière de chercheurs étrangers est une source continue d'enrichissement dans le cadre de leur formation. La coordination du centre est assurée par des étudiants de doctorat qui ont beaucoup de latitude pour développer leur expertise et influencer le contenu même de nos activités (ainsi, les visionnements-midi du CPDS sont une initiative des étudiants).

Le CPDS est également un lieu d'échange et de stimulation pour les étudiants où ils peuvent faire progresser leur réflexion et leurs travaux. Depuis 2005, nous organisons « les journées de la recherche du CPDS » qui permettent aux étudiants de maîtrise et de doctorat de présenter les résultats de leur recherche, dans le cadre d'une journée organisée sous le format d'un colloque.

Le CPDS est également un lieu de formation privilégié; la plupart des étudiants du Centre sont également des assistants de recherche travaillant sur nos projets collectifs ; d'autres sont engagés pour la production et la diffusion du matériel audio-visuel du CPDS. Ce sont également des étudiants qui ont contribué largement à la diffusion des travaux du centre et à l'accroissement significatif de sa visibilité dans les milieux de pratique.

Pour les années à venir, nous souhaitons poursuivre nos efforts de recrutement aux études supérieures, et ainsi participer activement aux efforts de la Faculté des études supérieures des départements de sociologie et de science politique de l'Université de Montréal. À cet égard, les appuis financiers que pourra offrir notre équipe seront significatifs. La visibilité de l'équipe dans son domaine joue également un rôle majeur, comme nous avons pu le constater avec les sollicitations accrues que nous recevons pour accueillir des chercheurs post-doctoraux, de même que des chercheurs invités. Nous comptons aussi continuer à tirer parti de nos réseaux internationaux pour accroître les inscriptions aux études supérieures et bonifier les programmes d'études de nos étudiants en leur permettant de faire un séjour dans une institution partenaire, au Canada, en Europe ou au Brésil. La possibilité de supporter financièrement des stages et des recherches à l'étranger nous aide grandement à rendre la formation de nos étudiants plus pertinente et plus compétitive et nous assure de continuer à être un lieu choisi par un grand nombre d'étudiants pour leurs études supérieures.

Références

- Bernard, P. and G. Boucher (2007). «Institutional Competitiveness, Social Investment, and Welfare Regimes », *Regulation and Governance* 1: 213–229.
- Bernard, P. et M-F. Raynault (2004). « Inégalités sociales de santé : Feux, contre-feux et piliers de bien-être », *Santé, société et solidarité* 2 : 49-60.
- Bernard, P., M. Bernier, J. Boisjoly et J-M. Cousineau (2002). «Comment mesurer le développement social?, Rapport de l'équipe CQRS sur les indicateurs sociaux synthétiques.» En ligne.
http://www.fqrcs.gouv.qc.ca/recherche/pdf/rapfinal_devsocial.pdf
- Bernier, N. F. (2007). «Health and Social Welfare Policy to Improve the Population's Health : The Scope of the 'New Public Health' in Canada's Provincial Agendas », in L. Abreu et P. Bourdelais (eds.) *Welfare Systems, Social Nets and Economic Growth*. Cidadania. Lisbonne: Edições Colibri/CIDEHUS/UE.
- Bernier, N. F. (2007). «Program Resilience and Policy Trajectories: Understanding the Recent Evolution of Health Promotion in Canada's Provinces », in M. O'Neill, A. Pederson, S. Dupéré, I. Rootman (eds.) *Health Promotion in Canada*. Toronto : W.B. Saunders.
- Boismenu, G. (à paraître 2008). « Les déterminants de la transformation des politiques sociales », dans *Regards croisés sur l'Europe qui se fait*, PUM et Édition de la Maison des sciences de l'Homme, 32 p.
- Boismenu, G. (à paraître 2007). « Inégalité, pauvreté et exclusion sociale : réflexion conceptuelle sur des 'notions de la vie courante' » *Égalité/Inégalité(s) dans les Amériques*, La Documentation française, 15 p.
- Boismenu, G. (2006a). « Les nouveaux visages de vieux démons. Les défis posés au fédéralisme par la restructuration de la protection sociale au Canada », *Lien social et politiques*,
- Boismenu, G. (2006b). « L'instrumentalisation de la ngp dans le ré-investissement dans l'État social au Canada », dans J. Jenson, B. Marques-Pereira et É. Remacle (dir.), *La citoyenneté dans tous ses états*, Presses de l'Université de Montréal.
- Boismenu G. et Graefe P. (2003). « Le régime fédératif et la fragmentation des espaces, dans le contexte de la mondialisation », dans J. Duchastel (dir.), *Fédéralisme et Mondialisation*, Québec-Amériques, 2003, p. 251-238.
- Dufour, P. (2007). «Globalization as a New Political Space: The End of the Quebec-Quebec Debate » in M. Murphy (ed.) *Québec and Canada in the New Century: New Dynamics, New Opportunities*. Montréal and Kinston: McGill-Queen's University Press.
- Dufour, P. (2005). « L'adoption de la Loi 112 au Québec: le produit d'une mobilisation ou une simple question de conjoncture politique? », *Politique et Sociétés*, vol.23, 2-3: 159-182.
- Dufour, P. (2002). « L'État post-providence : de nouvelles politiques sociales pour des parents -producteurs. Une perspective comparée », *Revue canadienne de science politique*, vol. 35: 2.
- Freeman, R. (1995). «Prevention and Government: Health Policy Making in the United Kingdom and Germany », *Journal of Health Politics, Policy and Law* 20 (3): 745-765.
- Hall, P.A. (1993). « Policy Paradigm, Social Learning and the State », *Comparative Politics* 25 (3): 275-296.
- Hall, P.A. et R.C.R. Taylor (1996). « Political Science and the Three New Institutionalism », *Political Studies* XLIV: 936-957.
- Jenson, J. (1994). « Commissioning Ideas: Representation and Royal Commissions, » in S. Phillips (ed.) *How Ottawa Spends 1994-95: Making Change*. Ottawa: Carleton University Press.
- Jenson, J. and S.D. Phillips (1996). « Regime Shift: New Citizenship Practices in Canada », *International Journal of Canadian Studies* 14: 111-135.
- Jenson, J. et Denis Saint-Martin (2006). «Building Blocks for a New Welfare Architecture», *Policy & Politics*. Vol. 34, no.3, pp.429-452.

- Jessop, B. (1999). « The Changing Governance of Welfare: Recent Trends in its Primary Functions, Scale and Modes of Coordination », *Social Policy and Administration* 33 (4): 348-359.
- Kickbusch, I. (2003). « The Contribution of the World Health Organization to a New Public Health and Health Promotion », *American Journal of Public Health* 93 (3): 383-8.
- Leach, W. D. and P. A. Sabatier (2005). « To Trust an Adversary: Integrating Rational and Psychological Models in Collaborative Policymaking », *American Political Science Review* 99 (4): 491-504.
- Majone, G. (1989). *Evidence, Argument & Persuasion in the Policy Process*. New Haven: Yale University Press.
- Mhatre, S. L. and R. B. Deber (1992). « From Equal Access to Health Care to Equitable Access to Health: a Review of Canadian Provincial Health Commissions and Reports », *International Journal of Health Services* 22 (4): 645-68.
- Montpetit, É. (forthcoming). « Policy Design for Legitimacy: Expert Knowledge, Citizens, Time and Inclusion in the United Kingdom's Biotechnology Sector », *Public Administration*.
- Montpetit, É. (2007). « A Policy Network Perspective on the Quebec Model: Moving beyond Simple Causation and Fights Over Numbers » in M. Murphy (ed.) *Québec and Canada in the New Century: New Dynamics, New Opportunities*. Montréal and Kinston: McGill-Queen's University Press.
- Montpetit, É. (2004). «Governance and Interest Group Activities» in J. Bickerton and A.G. Gagnon *Canadian Politics 4th edition*. Peterborough: Broadview Press.
- Montpetit, É. (2003). *Misplaced Distrust: Policy Networks and the Environment in France, Canada and the United States*. Vancouver: UBC Press.
- Montpetit, É. (2002). « Pour en finir avec le lobbying : comment les institutions canadiennes influencent-elles l'action des groupes d'intérêt », *Politique et Sociétés* 21: 91-112.
- Montpetit, É., C. Rothmayr and F. Varone eds. (2007). *The Politics of Biotechnology in North America and Europe: Networks, Institutions and Internationalization*. Lanham: Lexington Books.
- Montpetit, É., C. Rothmayr and F. Varone (2005). « Institutional Vulnerability to Social Constructions: Federalism, Target Populations and Policy Designs for Assisted Reproductive Technology in Six Democracies », *Comparative Political Studies* 38(2): 119-142.
- Montpetit, É., F. Scala and I. Fortier. (2004). « The Paradox of Deliberative Democracy: the National Action Committee on the Status of Women and Canada's Policy on Reproductive Technology », *Policy Sciences* 37: 137-157.
- Pierre, J. (2000). *Debating Governance: Authority, Steering, and Democracy*. Oxford: Oxford University Press.
- Pralle, S. B. (2006). *Branching Out, Digging In: Environmental Advocacy and Agenda Setting*. Washington: Georgetown University Press.
- Rhodes, R.A.W. (1997). *Understanding Governance. Policy Networks, Governance, Reflexivity and Accountability*. Philadelphia: Open University Press.
- Risse, T. (2000). « Let's Argue!: Communicative Action in World Politics », *International Organization* 54 (1): 1-39.
- Saint-Martin, D. (2001). «Guichet unique et reconfiguration de réseaux de politiques publiques: le cas d'Emploi-Québec.» *Politique et Sociétés*, vol.20, no.2-3, pp.117-139.
- Saint-Martin, D. (2002). « Apprentissage social et changement institutionnel », *Politique et Sociétés* 21 (3): 41-67.
- Saint-Martin, D. et Alexandra Dobrowolsky (2005). «Social Learning, Third Way Politics and Welfare State Redesign.» Dans André. Lecours (dir). *Historical Institutionalism in Political Science*. Toronto University Press, pp.132-156.
- Saint-Martin, Denis (2004). *Building the New Managerialist State : Consultants and the Politics of Public Sector Reform in Comparative perspective*. Oxford University Press.

- Saint-Martin, D. (2005a). «La gouvernance en tant que théorie politique de l'État de la *Third Way* dans les pays anglo-saxons.» Dans Guy Hermet et al. *La gouvernance. Un concept et ses applications*. Paris : Karthala, recherches Internationales, pp.83-96.
- Saint-Martin, D. (2005). « Path Dependence and Self-Reinforcing Processes in the Regulation of Ethics in Politics », *International Journal of Public Management* 8 (2): 4-22.
- Saint-Martin, D. and F. Thompson eds. (2006). *Public Ethics and Governance: Standards and Practices in Comparative Perspective*. New-York: Elsevier Press.
- Scharpf, F. W. (1997). *Games Real Actors Play: Actor-Centered Institutionalism in Policy Research*. Boulder: Westview Press.
- Schneider, A.L. and H. Ingram (1997). *Policy Design for Democracy*. Lawrence: University Press of Kansas.
- Stone, D. (1997). *Policy Paradox: The Art of Political Decision Making*. New York: W.W. Norton & Company.
- Tarrow, Sidney, 2005. *The New Transnational Activism*, Cambridge : Cambridge University Press.
- White, D. (2004). « The Voluntary Sector, Community Sector and Social Economy in Canada: Why One is not the Other », in A. Zimmer et C. Stecker (eds.) *Strategy Mix. Nonprofit Organisations - Vehicles for Social and Labour Market Integration*. N.Y.: Kluwer Academic / Plenum Publishers.
- White, D. (2005). « State-third Sector Partnership Frameworks: from Administration to Participation », in P. Henman and M. Fenger (eds.) *Administering Welfare Reform: International Transformations in Welfare Governance*. Bristol: Policy Press.
- Young, I.M. (2000). *Inclusion and Democracy*. Oxford: Oxford University Press.
- Ziglio, E., S. Hagard, et al. (2000). « Health Promotion Development in Europe: Achievements and Challenges », *Health Promotion International* 15 (2): 143-154.